

Crises périodiques et inégalités

Posté le : 8 mai 2014 11:07 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Cycles et conjoncture, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Monnaies et changes, hyperfiscalité, Economie et politique

Une des manières les plus anciennes et les plus fausses d'interpréter les crises périodiques est de penser qu'elles aient été provoquées par les inégalités de revenus.

Le raisonnement est toujours le même. Il part d'une forme ou d'une autre de la loi des débouchés de Say : le circuit économique de production secrète "normalement" le pouvoir d'achat nécessaire à sa consommation. S'il n'y a pas eu bouclage, c'est qu'il y a eu des fuites dans le circuit. La production ne peut plus s'écouler et on aboutit à une crise de "surproduction".

Toute la littérature sur les crises est pleine du mot surproduction jusqu'aux trente glorieuses.

Deux doctrines s'affrontaient alors :

- le malthusianisme implicite ou explicite qui expliquait qu'il fallait réduire la production jusqu'à ce que les prix remontent provoquant une nouvelle spirale haussière de la production. Cette pratique allait de pair avec le mot surproduction et paraissait "naturelle", surtout dans un monde dominée par l'agriculture. L'autre issue était l'aventure coloniale, censée apporter de nouveaux débouchés.

- le marxisme implicite ou explicite qui expliquait que la fuite provenait de la croissance des inégalités, structurelles dans le capitalisme, source obligée d'une paupérisation absolue et relative du prolétariat. La solution ne pouvait venir que de la redistribution des richesses.

L'école malthusienne est aujourd'hui reprise par le mouvement écologiste et les tenants de la décroissance. La crise est liée à une surconsommation frénétique qui nuit à la planète. Les "Trente Glorieuses" doivent être revues comme un crime contre l'humanité. L'Hubris d'une humanité aveuglée provoque des crises également démesurées. Revenons à la mesure et tout ira mieux.

L'école marxiste est reprise par les économistes socialistes de l'inégalité et de la fiscalité, qui examinent à la loupe les évolutions relatives des revenus et considèrent, que sauf guerres, la tendance à capter abusivement la richesse mondiale est structurelle et qu'il faut donc appliquer massivement des impositions punitives.

Jacques Attali va jusqu'à expliquer que le progrès technique est si rapide que désormais la richesse produite n'a plus le temps de "cascader" vers les classes laborieuses. Jospin a commis l'erreur d'écouter Fabius. Il aurait du augmenter les impôts plutôt que les réduire. Pick(pock)etty conclut une étude fouillée de l'évolution des avoirs sur plusieurs siècles par la nécessité d'un impôt sur le capital frénétique. Si on ne le fait pas, alors on se trouve dans la situation actuelle : panne de la consommation, sauf dette publique, et difficultés économiques récurrentes.

Ces doctrines sont étayées par des études d'ONG comme OXFAM qui publient des chiffres terrifiants sur la concentration de richesses.

Dans un cas comme dans l'autre, les solutions sont anti-productives. Qu'il y ait excès de revenus pour quelques uns ou excès de production, on en revient toujours à des formes de sanctions politiques provoquant des restrictions économiques.

Ces débats font obstacle à une véritable compréhension des mécanismes et donc à l'élaboration de

solutions non pénalisantes.

Il est certain qu'une crise ne peut se produire que si la loi de Say est mise en défaut. Nous ne sommes pas des partisans farouches du modèle walraso parétien qui suppose un équilibre, parfois troublé, mais qui se rétablit toujours si on laisse jouer les marchés sans entraves. Mais il est clair qu'il existe des circonstances où le circuit de production et de consommation est mis en péril.

De Copernic à Juglar, une lignée de penseurs ont constaté que les mécanismes de la monnaie et du crédit étaient les responsables majeurs des crises économiques. Pour nous, ils ont parfaitement raison. La crise décennale est TOUJOURS provoquée par un excès de crédits qu'il faut résorber d'une façon ou d'une autre.

Prenons la situation actuelle : l'endettement global est toujours autour de 400% du PIB en moyenne dans les pays de l'OCDE. Cela veut dire qu'au dessus de la couche de la production réelle (100%) flotte une super couche de 300% d'actifs financiers contreparties de l'endettement (ou du crédit, c'est la même chose).

Ce ne sont pas les 100% du bas qui font problème. Il n'y a aucune crise de surproduction. Mais les 300% du dessus.

Rappelons que si la maturité moyenne des emprunts est à 5 ans et le taux d'intérêt de 5%, un taux de 400% d'endettement par rapport au PIB implique que l'amortissement de la dette prenne 80% du PIB et les intérêts 20%. Il faudrait que toute la richesse produite serve à l'amortissement de la dette et au service des intérêts. Vous avez pensé : IMPOSSIBLE. Hé oui, c'est im-pos-si-ble.

La mousse de crédits, dès qu'on dépasse 200% du PIB, ne peut plus être amortie par le PIB. Par quoi alors ? Par la plus value sur actif, que l'on anticipe à tort ou à raison. Si la création monétaire permet de financer l'inflation des actifs, la plus value existera. Jusqu'au jour où les acteurs s'apercevront qu'ils ont fait pousser un monstre hors-sol et que le tout s'esclaffera dans un patatras désastreux.

Comme les pauvres n'ont pas d'épargne, la boursouflure des actifs concerne exclusivement les possédants. La hausse de richesse est une pure apparence monétaire. Si vous possédez un appartement qui a triplé de valeur, vous avez toujours le même appartement. Un impôt sur le capital progressif vous ruine, c'est-à-dire vous force à vendre, car le revenu qui suit le PIB n'a pas évolué dans la même proportion. La vente provoque une cascade d'imposition sur les plus values monétaires. Au final vous vous retrouvez dans un appartement qui ne fait plus qu'une fraction de la surface précédente, comme Françoise Hardy s'en est plainte chez Ruquier, provoquant force lazzis.

La grande question est donc de savoir comment peuvent se créer ces énormes bulles monétaires qui changent l'échelle des valeurs des actifs et qui, quand elles crèvent, viennent charger les flux du PIB.

Notre explication : la bulle est provoquée par les changes flottants et l'abandon de l'obligation de maintenir les équilibres de balances de paiements et de balances commerciales. Il est bien certain que si la richesse part vers un pays qui replace les excédents dans le pays déficitaire, une double bulle de crédits s'amorce qui va faire monter indéfiniment le taux d'endettement global par rapport au PIB. Ensuite tout s'effondrera.

Il s'agit bien d'une rupture de la loi de Say : les biens entre pays structurellement déficitaires et excédentaires ne s'échangent plus contre des biens, ni le travail contre le travail. L'écart nourrit une enflure monétaire qui se retrouve dans toutes les classe d'actifs et accuse les différences monétaires de fortune entre riches pauvres.

La solution n'est évidemment pas de réduire la production ni de ponctionner les actifs réels, mais de faire progressivement dégonfler la liquidité abusive en mettant d'abord fin aux sources de

déséquilibres.

L'acte n'est pas de mettre en œuvre un impôt sur le capital progressif et punitif, ni d'organiser la décroissance heureuse, mais de mettre fin aux déséquilibres de balances extérieures, et de résorber les excédents passés, ce qui ne peut se faire que par une doigt d'inflation et une forte croissance.

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile.